LIBYE

Attaque de Daesh contre une importante zone pétrolière

Le groupe terroriste Daesh a mené hier deux attaques à proximité d'importantes installations pétrolières en Libye, dans les villes d'Al-Sedra et de Ras Lanouf (nord), a indiqué à l'AFP un membre des forces libyennes.

«Nous avons été attaqués ce matin par un convoi d'une dizaine de véhicules armés de l'EI» à Al-Sedra et Ras Lanouf, a déclaré à l'AFP par téléphone un colonel des forces loyales au gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale, Bachir Boudhfira.

Il a affirmé que les assaillants avaient été repoussés mais que deux de ses soldats étaient morts dans l'attaque.

«Ils ont ensuite mené une attaque par le sud de la ville de Ras Lanouf mais n'ont pas réussi à y entrer», a-t-il ajouté.

Un responsable du secteur pétrolier libyen a indiqué à l'AFP qu'un réservoir d'une capacité de 420 000 barils de pétrole a pris feu lors des affrontements au sud de Ras Lanouf.

De son côté, l'organisation terroriste Daesh a annoncé sur son compte Twitter que ses hommes ont mené aujourd'hui «une attaque contre la région d'Al-Sedra» et qu'un de ses membres s'était fait exploser dans une voiture piégée.

Daesh a affirmé que l'assaut mené est intervenu après la prise du contrôle «totale» de Ben Jawad, une ville côtière située à 600 km à l'est de Tripoli et à 145 km à l'est de Syrte qui est sous le contrôle de l'organisation terroriste depuis juin 2015, mais aucune source officielle ou militaire libyenne n'a pu confirmer cette information.

Daesh tente depuis plusieurs semaines une percée vers l'est depuis Syrte pour atteindre la zone du «Croissant pétrolier» où sont situés les principaux terminaux pétroliers tels qu'Al-Sedra et Ras Lanouf.

L'attaque menée hier par Daesh est la première du genre depuis la prise de Syrte.

Sur le plan politique, le Parlement libyen va voter aujourd'hui l'accord politique signé sous l'égide de l'ONU, mais des blocages notamment autour de la représentativité des chefs de tribus dans le futur gouvernement, le sort du général Khalifa Haftar et la question sécuritaire à Tripoli risquent de ralentir la mise en œuvre de l'engagement.

L'accord politique signé le 17 décembre sous l'égide de l'ONU au terme duquel sera formé un gouvernement d'union nationale sera voté aujourd'hui ou au plus tard demain mercredi «si le quorum est atteint», par le Parlement reconnu par la communauté internationale basé à Tobrouk dans l'est du pays.

L'envoyé spécial de l'ONU, Martin Kobler qui s'était rendu le 31 décembre en Libye pour tenter de persuader le président du Parlement basé à Tobrouk et des chefs de tribus d'adhérer à l'accord politique, a finalement pu arracher le soutien du président de cette institution qui était jusque-là opposé à l'accord.

Dans la ville côtière de Shahat dans l'est libyen, il s'est entretenu avec le président du Parlement élu de Tobrouk Aguila Saleh. Ce dernier, qui s'était opposé à l'accord, a finalement accordé son soutien au futur gouvernement d'union nationale, censé être mis en place avant fin janvier.

M. Kobler, qui multiplie les rencontres dans ce sens pour «élargir la base des adhésions" à cet accord, a fait part récemment de son intention de s'instaler à Tripoli.

Il assure que lui et une équipe réduite s'installeront à Tripoli «dès que possible». Toutefois, le chef de la mission onusienne a reconnu qu'une telle décision n'est pas une mince affaire vu la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays.

Les chefs de tribus ont redit leurs conditions : ils demandent une représentation dans le futur gouvernement et des assurances sur le soutien à l'armée nationale libyenne. En fait, les tribus exigent que le groupe du général Khalifa Haftar, nommé le 9 mars 2015 chef de l'armée libyenne, et qui mène un combat contre les groupes terroristes autour de Benghazi et Derna, devienne la seule force armée officielle du pays.

Les responsables, même parmi les plus modérés, refusent que Khalifa Haftar puisse obtenir un quelconque poste stratégique.

L'objectif que s'est assigné l'émissaire de l'ONU lorsqu'il s'est déplacé récemment à Tripoli n'était pas seulement de convaincre le président du Congrès général national (CGN) non reconnu du bien-fondé de l'accord, mais discuter aussi des conditions sécuritaires pour accueillir à Tripoli le futur gouvernement d'unité.

L'année dernière, Tripoli a été au cœur de la bataille rangée qui a entraîné la fuite du Parlement élu à l'Est et le maintien, dans la capitale, d'un autre Parlement rival.

Aujourd'hui, il s'agit pour Martin Kobler de négocier avec les instances de Tripoli et les milices qui les soutiennent l'installation du futur gouvernement d'unité. Mais il est difficile de savoir quelle forme prendra le dispositif sécuritaire.

Du côté de l'Italie, qui avait abrité une Conférence internationale le 13 décembre dernier sur la Libye, on appelle depuis des mois à une mission de maintien de la paix pour protéger sous l'égide de l'ONU les points névralgiques de Tripoli : les nouvelles institutions, le port, l'aéroport, les grands axes routiers et, hors de Tripoli, les installations pétrolières et même les sites antiques.

Il est à rappeler que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 23 décembre dernier, qui soutient le futur gouvernement, offrirait une couverture internationale.

Depuis la chute du régime de Maammar El Gueddafi en 2011, la Libye est plongée dans la tourmente avec des combats entre milices armées et deux Parlements et gouvernements se disputant le pouvoir.

Et pour qu'un gouvernement d'union devienne opérationnel, il doit être approuvé par une majorité des deux tiers au sein du Parlement reconnu.

Awad Abdul-Sadiq, vice-président du Congrès national, a écrit au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 30 décembre pour lui signifier que l'accord de l'ONU empêche toute nouvelle discussion, ce qui contrevient à la résolution du Conseil de sécurité.

Publicité

IRAN

Nouvelle manifestation à Téhéran contre l'exécution en Arabie Saoudite d'un chef religieux chiite

Une nouvelle manifestation rassemblant quelque 3 000 personnes a eu lieu hier à Téhéran contre l'Arabie Saoudite qui a exécuté un chef religieux chiite et rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran après des attaques contre ses représentations.

Rassemblés sur la place Imam Hossein, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à la famille régnante en Arabie Saoudite où a été exécuté samedi un dignitaire chiite saoudien, Nimr Baqer al-Nimr, provoquant une vague de manifestations dans plusieurs pays de la région. Certains manifestants ont critiqué le ministère iranien des Affaires étrangères qui, selon eux, aurait dû prendre l'initiative de rompre les relations avec Riyadh.

Quelques centaines de commerçants du grand bazar (marché) de Téhéran ont aussi manifesté hier leur colère contre l'Arabie Saoudite.

Deux manifestations antisaoudiennes rassemblant plus d'un millier de personnes avaient déjà eu lieu dimanche à Téhéran. Des rassemblements se sont aussi tenus dans d'autres grandes villes.

Quelques heures après l'exécution du cheikh Al-Nimr, des centaines de personnes en colère avaient attaqué l'ambassade saoudienne à Téhéran qui a été en partie incendiée et détruite. Le consulat à Machhad (nord-est) avait également été attaqué.

Malgré l'arrestation d'une quarantaine de personnes ayant participé aux saccages et la condamnation de ces attaques par le président iranien Hassan Rohani, Riyadh a annoncé dimanche soir la rupture de ses relations avec l'Iran.

Hier, Bahreïn lui a emboîté le pas en annonçant lui aussi la rupture de ses relations avec Téhéran.

AFGHANISTAN

Attentat à la voiture piégée dans le centre de Kaboul

Un attentat à la voiture piégée a été commis hier soir à Kaboul, quelques heures après un premier attentat suicide qui n'a pas fait de blessé dans la capitale afghane, a-t-on appris auprès des autorités.

«Il s'agit d'un attentat à la voiture piégée», a indiqué Najib Danish, un porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur sans plus de précisions. Abdul Basir Moudjahid, un porte-parole de la police de Kaboul, a expliqué à l'AFP que l'explosion pourrait avoir eu lieu à proximité de l'aéroport international, mais il n'était pas en mesure de donner le lieu exact ou le nombre de victimes.

Le premier attentat de la journée, commis sur la route menant à l'aéroport, n'a fait aucune victime hormis le kamikaze et n'a pas été revendiqué. Les attentats se sont multipliés ces derniers jours à Kaboul. Vendredi, un attentat suicide des talibans contre un restaurant de cuisine française fréquenté par des étrangers a tué deux personnes, un garde et un enfant, et en a blessé 15 autres. Cette hausse des violences intervient à moins d'une semaine d'une réunion quadripartite entre la Chine, les Etats-Unis, l'Afghanistan et le Pakistan qui doit avoir lieu à Islamabad pour dresser une feuille de route destinée à raviver les négociations de paix avec les talibans, au point mort depuis l'été dernier.